

Axa veut délocaliser 1.500 emplois au Maroc sans licenciements d'ici 2012

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 26-09-2006 00:20:00

L'assureur français Axa veut délocaliser 1.500 emplois (centres d'appels et fonctions administratives) au Maroc d'ici 2012, pour remplacer la moitié des 3.000 départs en retraite de salariés français prévus d'ici là, a-t-on appris lundi auprès de la direction et de la CFDT.

La direction a présenté aux syndicats un projet baptisé "Ambition 2012" où le groupe envisage de remplacer 3.000 départs en retraite prévus au cours des six prochaines années "en embauchant à moitié en France et à moitié à l'étranger, essentiellement au Maroc", a déclaré à l'AFP Maurice Zylberberg, délégué central CFDT, confirmant des informations parues dans Les Echos et l'Argus de l'assurance.

"Nous allons créer 1.500 emplois au Maroc et 1.500 emplois en France d'ici 2012", a expliqué de son côté un porte-parole d'Axa, affirmant que "personne ne serait licencié". Les embauches concernent les centres d'appels et les fonctions administratives. La direction veut "faire appel à des pays étrangers" car elle n'a "pas réussi à trouver un accord avec les syndicats français sur la flexibilité du travail", notamment le travail jusqu'à 20H00 et le samedi, a affirmé le porte-parole.

Selon la CFDT, les syndicats n'ont "jamais été hostiles à l'examen de solutions appropriées en terme de flexibilité". Un accord a d'ailleurs été signé en avril 2005 qui "permet de larges adaptations", rappelle le syndicat, qui soupçonne de la part de la direction une "démarche idéologique mondiale" fustigeant le "vilain petit canard gaulois".

"Il ne s'agit pas de délocalisations pures et simples, mais d'un transfert d'activité au détriment de l'emploi français; un +blanchiment d'embauches+ en quelque sorte", a dénoncé M. Zylberberg. L'assureur compte déjà des employés au Maroc, via sa filiale Direct Assurance, et à Bangalore en Inde. "Il y a déjà eu des délocalisations en Inde pour les salariés britanniques, mais c'est la première fois qu'Axa s'attaque aux emplois français", a commenté le syndicaliste.

Rassemblés en intersyndicale - fait rare dans le groupe - les syndicats CFDT, CGT, CFTC, CFE-CGC et Unsa ont demandé le "retrait de la partie délocalisation incluse dans le projet +Ambition 2012+", présenté le 5 septembre au comité central d'entreprise. "Grâce aux nombreux départs en retraite liés au papy-boom, le secteur tertiaire demeure l'un des seuls à pouvoir créer un nombre significatif d'emplois CDI pérennes de toutes qualifications, tout en préservant les prestations sociales", écrivent-ils dans un tract commun.

Ils "refusent qu'Axa se saisisse de l'aubaine du papy-boom pour délocaliser et externaliser certaines de ses activités pour faire encore plus de profits qui ne bénéficieront pas aux salariés". "Axa ne cesse de se proclamer entreprise citoyenne et socialement responsable. Le groupe se porte très bien, il peut très bien arriver à ses objectifs (doubler le chiffre d'affaires d'ici 2012) sans délocaliser", a conclu la CFDT. Axa compte 90.000 salariés dans le monde dont 16.000 en France.

Source : Menara